

**Conférence de presse pour la défense des libertés.
Place de Verdun, Grenoble, vendredi 29 mai 2020**

Intervention de la Fédération de l'Isère de la Libre Pensée

On connaît tous l'adage populaire et quelque peu trivial : « *La démocratie, c'est : cause toujours ; la dictature, c'est : ferme ta gueule !* ». Force est de constater que l'on est aujourd'hui en « Macronie » plus proche de la dictature que de la démocratie.

Chaque jour, les médias, les associations, les syndicats nous apprennent que des militants ont été réprimés dans des rassemblements et réunions publiques. Perquisitions, gardes à vue, défèrements au tribunal : tout un arsenal est mis en place pour intimider et interdire toute contestation de la politique de ce gouvernement.

Comme ces personnes « *visitées* » par la police, parce qu'elles ont mis une banderole à leur balcon sur le « *macronavirus* », ces **Gilets Jaunes** harcelés par les forces de l'Ordre sur des ronds-points, alors qu'ils respectent les règles sanitaires.

Comment ne pas être éberlué et scandalisé par cette dérive, qui rappelle non seulement *l'Ancien-Régime* et le crime de lèse-majesté, mais aussi les heures les plus sombres du XXe siècle.

La République, c'est la liberté d'expression, la liberté de se moquer, de critiquer, de caricaturer.
Le Président se rêve-t-il donc en monarque absolu et intouchable ?

Comment ne pas être inquiet !

Ce gouvernement qui aligne les mesures arbitraires, incohérentes et liberticides dans sa gestion de la crise sanitaire, ne peut supporter qu'on ne se courbe pas devant lui : restez chez vous et taisez-vous ! Est-ce que seuls pourront parler, comme ces derniers mois, les matraques, LBD et gaz lacrymogènes, dont le stock vient dernièrement d'augmenter ?

En tout cas, M. Macron ne se prive pas, lui, d'injurier les travailleurs et leur histoire quand, intervenant le 1er mai, il traite avec condescendance de « *chamailleries* » leurs combats séculaires pour l'émancipation, souvent confrontés à des répressions sanglantes !

Sous le couvert de lutte contre la pandémie, on assiste à une forte remise en cause du socle républicain, les libertés régressent et la démocratie diminue. C'est le cas, notamment, de la loi du 23 mars 2020 et de la loi organique du 30 mars 2020 (qui forment « l'état d'urgence sanitaire »). Notons qu'aucun autre état européen confronté à la pandémie n'a eu recours à de telles lois.

La Libre Pensée exige qu'il soit mis fin à l'état d'urgence dit « sanitaire » et mis un terme aussi à toute forme d'interdiction arbitraire subie par la population.

Nous exigeons l'arrêt immédiat de toutes les poursuites !

Ces pratiques doivent cesser ! Toutes les ordonnances liberticides doivent être abrogées !

Il est temps d'agir ensemble pour défendre nos libertés !

C'est ce que nous faisons aujourd'hui.